

Pouvoir, prestige et valeurs égarées : un manifeste pour les études sur les catastrophes

Nous aspirons à des relations plus respectueuses, réciproques et sincères entre les chercheurs « locaux » et « extérieurs » étudiant les catastrophes. Ce manifeste appelle à repenser nos agendas de recherche, nos méthodes et l'utilisation des ressources liées à la recherche.

Dans un système globalisé, chaque chercheur est confronté à de nombreuses complexités et contradictions. Ce manifeste reflète les principes auxquels nous, en tant que collectif, aspirons tous. Cependant, nous ne revendiquons pas d'avoir d'ores et déjà atteint ces objectifs à travers nos propres travaux de recherche.

Nous, les signataires, nous engageons à tenir les principes suivants et appelons d'autres chercheurs à nous rejoindre afin de traduire ces mots en actions.

1. Nos préoccupations

1.1 Les études sur les catastrophes *ne sont pas toujours guidées par les réalités locales* : les chercheurs opèrent souvent avec un déficit culturel, et les risques auxquels les personnes sont exposées au quotidien ne sont pas toujours interprétés de manière appropriée.

1.2 Ce faisant, les études sur les catastrophes mènent souvent à des 'découvertes' qui sont des vérités banales pour les personnes qui vivent avec ces risques. Dans le pire des cas, cela peut devenir une conquête intellectuelle – la recherche est conduite A PROPOS des personnes qui vivent avec ces risques, au lieu d'être faites PAR, AVEC ou POUR elles.

1.3 Les *méthodologies* dominantes sont inspirées par la pensée des Lumières et utilisées par les chercheurs qui viennent de pays d'où découle cette tradition. Même la langue que nous utilisons (principalement l'anglais), nos discours dominants, nos perspectives culturelles et l'approche de nos problématiques de recherche sont avant tout hérités des Lumières et non d'ontologies et épistémologies locales. Cela est évident dans les attentes des comités d'évaluation des revues scientifiques et des projets de recherche.

1.4 *L'Impact* des travaux de recherche est généralement *mesuré* en fonction des priorités des institutions qui valorisent les modes de pensée hérités des Lumières. Celles-ci incluent les organisations qui financent la recherche.

1.5 L'agenda de recherche des études sur les catastrophes est trop souvent guidé par des intérêts institutionnels avec une vue à court terme, en particulier en matière de concepts, mots clés et agendas politiques qui semblent présenter les meilleures opportunités de financement. De plus, les mécanismes de financement tendent à promouvoir des projets de recherche qui participent au *statut quo néolibéral* et ainsi à favoriser des intérêts extérieurs aux contextes (étudiés) locaux et qui à terme s'avèrent inappropriés scientifiquement et éthiquement.

1.6 Les agendas de recherche sont également développés par des intérêts liés aux politiques étrangères des pays les plus puissants et à l'aide au développement. Elles prennent souvent la forme de financements de recherche qui favorisent les intérêts diplomatiques voulus par les bailleurs de fonds, sans prendre en compte les besoins d'autres acteurs. Les projets visant à « développer les capacités locales » reflètent ainsi souvent une approche néocoloniale. Les ressources nécessaires à une recherche menée PAR les populations locales et POUR elles sont au contraire limitées.

1.7 La recherche sur les individus « vulnérables », les « autres », est le plus souvent dominée par des « chercheurs extérieurs », et ce sont ces « étrangers » qui en tirent les principaux bénéfices. Les personnes sujettes à ces investigations et les chercheurs locaux, qui semblent pourtant les plus aptes à mener ces travaux, n'ont souvent que peu d'influence. Cette approche malsaine est néanmoins encouragée par de nombreux chercheurs expérimentés et leurs universités ainsi que par les bailleurs de fonds, afin de maintenir une hiérarchie de pouvoir fictive.

1.8 Les chercheurs sont souvent motivés l'objet de leur recherche mais également par l'opportunité d'obtenir des résultats originaux et de les publier dans des revues scientifiques à fort impact. Le prestige qui découle de cette recherche sur les individus « vulnérables », « exotique », tranche souvent avec le manque de visibilité de ces travaux pour ceux qui ont fait l'objet de la recherche.

2. Le futur auquel nous aspirons

2.1 Nous aspirons à des études sur les catastrophes qui *forment le respect et la confiance, notamment vis-à-vis des chercheurs locaux*, leurs connaissances et expertise, sans se soucier de leur origine. Ceux qui sont communément l'objet de nos recherches ou qui assistent les chercheurs étrangers sur le terrain doivent être reconnus pour leur leadership et leur capacité à diriger nos recherches. Leurs connaissances, expertise et réseaux ont autant de valeur, sinon plus, que ceux ancrés dans d'autres régions du monde.

2.2 Nous voulons que *les chercheurs locaux, exposés aux risques de catastrophe, puissent étudier leurs propres terrains*. Les chercheurs locaux connaissent généralement le contexte local beaucoup mieux que n'importe quel autre chercheur venant de l'extérieur. Par conséquent, ces derniers doivent devenir chefs de projets de recherche. Ceux-ci doivent aussi pouvoir rédiger, en tant que premier auteur, nos publications, scientifiques ou non, et communiquer lors de colloques scientifiques et autres congrès internationaux, sans préjugés sur leurs origines.

2.3 Nous appelons les chercheurs « extérieurs » à soutenir les initiatives des chercheurs locaux *seulement lorsque cela est nécessaire*. Quand une telle collaboration est jugée utile, les chercheurs locaux et/ou les habitants des territoires à risques doivent conserver le contrôle des décisions. En cas d'absence de capacité de recherche scientifique locale, nous appelons à une recherche participative menée par les habitants des territoires à risques. Une

telle collaboration entre chercheurs locaux, chercheurs « extérieurs » et habitants des territoires à risques doit s'appuyer sur un dialogue sain, juste et bénéfique à chacun.

2.4 Nous désirons également promouvoir les approches autochtones en matière de recherche sur les catastrophes afin de mieux refléter la diversité des réalités locales. Les chercheurs locaux doivent donc *valoriser les ontologies et épistémologies locales*, lorsqu'approprié, et donc décoloniser la recherche sur les catastrophes et aller au-delà des théories, concepts et méthodologies hérités des Lumières qui dominent le paysage scientifique contemporain et s'avèrent bien souvent inappropriés pour comprendre les processus observés sur le terrain. Les chercheurs locaux et « extérieurs » doivent dès lors publier non seulement dans des revues internationales mais également dans des revues locales afin de maximiser les bénéfices pour les habitants des territoires à risques.

2.5 Nous revendiquons que la recherche sur les catastrophes s'inscrit dans un agenda politique dont le but est *de corriger les causes profondes de la vulnérabilité et reconnaître les capacités des habitants des territoires à risques*. Notre recherche doit donc être guidée par la réduction des risques de catastrophe, plutôt que par nos carrières personnelles ou la réputation de nos institutions. Placer les chercheurs locaux au centre de la recherche universitaire constitue un premier pas symbolique dans cette direction afin de reconnaître que la recherche sur les catastrophes n'est pas détachée de tout héritage politique et historique.

2.6 Nous aspirons enfin à ce que la recherche sur les catastrophes reflète *la diversité des réalités locales aussi bien en termes de contenu que de rendu*. La dissémination de nos travaux de recherche doit donc faire la démonstration d'une collaboration saine entre chercheurs « extérieurs » et locaux, en reconnaissant notamment le leadership, les connaissances et méthodologies de ces derniers. Nous appelons également à favoriser les langues locales ou celles comprises par les habitants des territoires à risques et décideurs amenés à valoriser les résultats de nos recherches. Les comités de lecture des revues scientifiques doivent donc favoriser la pluralité linguistique et culturelle et soutenir les ontologies et épistémologies locales.

3. Comment pouvons-nous y arriver ?

Changeons la manière dont nous conduisons nos recherches :

3.1 Arrêtons de penser nos projets autour du rôle de « l'expert » qui étudie toutes sortes de contextes, notamment ceux de cultures différentes à la sienne. Assurons-nous plutôt que les chercheurs locaux et les habitants des territoires à risques puissent exprimer leurs points de vue et développer leurs propres méthodes d'étude afin de servir leurs propres intérêts. Les études sur les catastrophes doivent prendre leur distance avec les approches normatives qui bénéficient prioritairement aux chercheurs « extérieurs ». La recherche doit principalement bénéficier aux habitants des territoires à risques.

3.2 La recherche doit être développée de manière appropriée au contexte socio-culturel local et s'appuyer sur des méthodologies ancrées dans ce même contexte tout en étant critiquée au regard d'autres approches. Il est communément admis que les idées basées sur l'idéologie des Lumières sont justes et rationnelles, ce qui dénote une certaine forme de supériorité et implique une mission 'de progrès universel'. Le 'progrès universel' n'est cependant pas adapté à tous les contextes, surtout lorsqu'il ignore les pratiques socio-culturels et institutions locales. Ce changement épistémologique doit transparaître dans nos travaux de recherche, en particulier nos projets et publications, scientifiques ou non.

Changeons CE QUE et QUI nous recherchons :

3.3 Encourageons et mettons en avant les chercheurs locaux afin qu'ils mènent des projets de recherche basés sur les priorités locales, théorisant les problèmes locaux et faisant une meilleure utilisation des capacités locales – tout en restant critique.

3.4 Ne donnons pas systématiquement priorité à des travaux de recherche qui adoptent une approche basée sur l'idéologie des Lumières et adoptons, autant que possible, les ontologies et épistémologies locales et autochtones. Ceci est essentiel pour formuler les questions à poser, déterminer les méthodes à employer, et guider l'analyse des données collectées.

Changeons QUI mène les recherches :

3.5 Encourageons le leadership des institutions locales (indépendamment de leur rang dans les classements internationaux), en incluant les agences de financement locales. Encourageons également les chercheurs locaux à diriger les travaux de recherche, en menant le montage des projets, la collecte et analyse des données et les publications et présentations qui en découlent. Cela contribuera à éviter la 'découverte' de connaissances, novatrices aux yeux des chercheurs extérieurs mais qui bien souvent sont des vérités du quotidien pour les habitants des territoires étudiés.

3.6 Employons des méthodes qui permettent aux habitants des territoires à risques et aux chercheurs locaux de mener des travaux de recherche aux bénéfices optimaux pour eux-mêmes et les habitants des territoires à risques étudiés.

4. Rejoignez nous et engagez vous à :

4.1 Développer un agenda de recherche qui reflète les réalités et priorités locales tout en reconnaissant que celles-ci varient souvent suivant les individus.

4.2 Respecter et s'appuyer sur les travaux des chercheurs locaux existants et non seulement sur ceux de chercheurs extérieurs.

4.3 Remettre en cause les agendas de recherche dominants à travers nos publications, évaluations d'articles et projets, ainsi qu'au sein de nos réseaux et autres activités académiques.

4.4 Promouvoir et encourager des sources locales de financement soutenues, au besoin, par des financements extérieurs.

4.5 Respecter les agendas de recherche locaux et promouvoir les épistémologies locales/autochtones si approprié.

4.6 Faire en sorte que les principaux bénéficiaires de nos travaux de recherche soient ceux avec qui on travaille sur le terrain et qui sont l'objet de ces travaux.

4.7 Diversifier et renforcer nos réseaux avec des institutions et individus aux quatre coins du monde (notamment ceux qui font l'objet de nos travaux de recherche).

4.8 Intégrer des chercheurs d'autres horizons géographiques et culturels dans nos travaux de recherche dans nos propres régions et solliciter leur réflexion et critique de ces dits travaux.

4.9 Publier dans de multiples revues aux audiences différentes afin d'être lu par les habitants des territoires à risques qui sont les premières concernés, les chercheurs locaux aussi bien que la communauté scientifique internationale. L'accès libre est également important afin de faire en sorte que les chercheurs du monde entier puissent utiliser notre travail tout en prenant soin de ne pas perpétuer les inégalités à travers la seule utilisation de revue en accès libre mais payantes.

4.10 Encourager les publications sur les catastrophes dans d'autres langues que l'anglais.

4.11 Encourager et promouvoir des publications et présentations qui soient pilotées par nos partenaires locaux, académiques ou non.

Nous espérons que vous allez nous rejoindre ! Les études sur les catastrophes doivent devenir plus solidaires et collaboratives. Si nous réussissons, les études sur les catastrophes pourraient contribuer de manière beaucoup plus significative à la réduction des risques de catastrophe. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre plus longtemps.

Signataires principaux

Per Becker (Université de Lund, Suède)

Kevin Blanchard (DRR Dynamics, Royaume Uni)

Lee Boshier (Université de Loughborough, Royaume Uni)

Fernando Briones (Université de Colorado Boulder, Etats Unis d'Amérique)

Jake Rom Cadag (Université des Philippines Diliman, Philippines)

Ksenia Chmutina (Université de Loughborough, Royaume Uni)

Christo Coetzee (Université du Nord-Ouest, Afrique du Sud)

Giuseppe Forino (Université de Newcastle, Australie)

JC Gaillard (Université d'Auckland, Nouvelle Zélande)

Christopher Gomez (Université de Kobe, Japon)

Rohit Jigyasu (ICCROM, Emirat Arabes Unis)

Ilan Kelman (Université de Londres, Royaume Uni, et Université d'Agder, Norvège)

Jonatan Lassa (Université Charles Darwin, Australie)

Loïc Le Dé (Université de Technologie d'Auckland (AUT), Nouvelle Zélande)

Victor Marchezini (Centro Nacional de Monitoramento e Alertas de Desastres Naturais, Bresil)

Jessica Mercer (Secure Futures, Royaume Uni)

Fatima Gay Molina (Center for Disaster Preparedness, Philippines)

Emmanuel Raju (Université de Copenhague, Danemark)

Saut Sagala (Resilience Development Initiative, Indonésie)

Yoko Saito (Université de Kwansei Gakuin, Japon)

Briony Towers (Université RMIT, Australie)

Dewald van Niekerk (Université du Nord-Ouest, Afrique du Sud)

Jason von Meding (Université de Floride, Etats Unis d'Amérique)

Ziqiang Han (Université de Shandong, Chine)